

FRANCÉS

Piñera se dirige vers la Cour Pénale Internationale : Entretien avec l'avocat plaignant Mauricio Daza

El Ciudadano · 14 de enero de 2021



Avec Bruno Sommer dans Cable a Tierra.- Dans notre pays, il y a eu une série de violations systématiques des droits de l'homme, en particulier pendant cette période d'éveil social, la soi-disant épidémie sociale, les explosions du globe oculaire, la torture, les décès, les abus sexuels et une autre série de violations graves qui ont été vérifiées par des organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme, à la suite de quoi une plainte a été déposée visant à traduire Sebastián Piñera devant la Cour Pénale Internationale (CPI).

On parle en cercles du président que l'une des questions qui préoccupent le plus Piñera est jugée devant un tribunal international, à votre avis vous pensez que ce qui reste à Piñera est justement de prendre soin de son image à l'étranger depuis son image il est déjà totalement détruit au Chili. Que savez-vous à propos de ceci ?

MD: En effet, on peut conclure de ce qui a été le discours officiel des autorités gouvernementales que la question liée aux poursuites pénales contre Sebastián Piñera pour crimes contre l'humanité est un sujet de

préoccupation et définition, du moins du discours public que suscite son administration face à des problèmes liés précisément à ce qui a été l'attaque contre la population civile par les policiers du Chili et les forces militaires dans le contexte de l'État d'urgence décrétée dès l'épidémie sociale de 2018.

La vérité est que cela a un fondement, en général Piñera est une personne qui a été impliquée dans de nombreux processus judiciaires, liés plutôt à des activités illicites dans la sphère économique, nous devons nous rappeler qu'à un moment donné, il a été poursuivi pour fraude dans ce qui était la cause célèbre du Banco de Talca, et cela a été ajouté plus tard aux affaires liées aux entreprises dans lesquelles il occupait un poste administratif, aux accusations liées à la violation de la libre concurrence alors qu'il était dans l'administration ou au conseil d'administration de cette société, aux infractions liées à la violation des lois du marché des valeurs mobilières telles que l'utilisation d'informations privilégiées, entre autres.

Cependant, nous sommes maintenant face à une accusation qui est très différente et qu'il ne sera pas en mesure de démontrer de la manière que le pouvoir économique le fait habituellement dans un pays comme le Chili, ce qui est de l'appel téléphonique, le réseau d'influences qui peut être fait par l'accusé lui-même ou par les personnes qui le défendent, ou par l'entreprise ou le groupe politique dans lequel il exerce une direction.

Comment est née l'idée de déposer cette plainte, qui parrainez-vous contre elle et de quelle manière pensez-vous qu'elle est configurée parce que la poursuite est pour des crimes contre l'humanité ?

C'est vrai, c'est pour les crimes contre l'humanité.

Je comprends que ces crimes ne sont pas prescrits. Quels sont les éléments qui nous aident à qualifier de crimes contre l'humanité ?

La vérité est que l'idée naît de la vérification d'une réalité qui s'est manifestée comme évidente pendant plusieurs mois à partir du 18 octobre 2018, où les forces de l'ordre ont mené une répression qui a clairement configuré non seulement des crimes isolés en contre la population civile, mais un crime contre concrétisés l'humanité, à notre avis, parce que nous faisons face à une attaque généralisée, systématique commis précisément par les forces de police contre d et une population civile, et cela aussi dans un contexte où l'autorité politique, au courant de ces circonstances, n'a pris aucune mesure efficace pour mettre un terme à cette répression, et dans ce contexte on observe que nous sommes confrontés à une situation bien plus grave que les attaques individuelles, qu'il y avait un véritable schéma de comportement derrière ce qu'était l'action de la police et qu'évidemment cela a engendré une responsabilité pénale non seulement pour le policier qui un derrière d'attaque concrète, la personne qui a tiré ou attaqué sur place, non, cela impliquait une responsabilité de commandement à l'intérieur des policiers, mais surtout une responsabilité pénale pour ce que l'autorité civile.

Ceci à partir des paramètres qui ont été fixés dans le Statut de Rome qui fait finalement est d'établir un cadre pour des sanctions pénales pour ces attaques qui vont plus loin que le l pour affecter les droits des victimes individuelles mais cela répudie la conscience de l'humanité, et c'est ce qui doit finalement être rendu effectif par une affaire pénale.

Vous comprenez comment la chaîne de commandement fonctionne au sein du gouvernement comme ordre est exécuté. Pourquoi Piñera est responsable de tous ces faits ?

La vérité est que la vérification des horreurs qui se sont produites dans l'histoire de l'humanité par rapport à ce qui a été les actions de répression, non seulement des États mais aussi des groupes qui exercent en

pratique le pouvoir un certain endroit, a généré un ensemble de normes, qui sont très bien synthétisées dans le Statut de Rome, et ce que ces normes visent à empêcher est de prévenir l'impunité, car cette norme établit certains éléments qui sont-ils prennent en charge les moyens de défense normaux que les accusés invoquent dans ces affaires.

 Piñera

Que dit généralement l'autorité politique ? Il est dit, écoutez, vous savez quoi, la vérité est qu'il y a un ordre direct délivré par écrit par le Président ou l'un de ses ministres ou commandement militaire directe ou de la police, dans ce cas, dans laquelle il a demandé au personnel la police mène des actions qui violent les droits humains des manifestants, dans ce cas. Par conséquent, nous n'avons aucune responsabilité.

C'est comme une première ligne d'argumentation habituellement utilisée par des dictateurs ou des groupes qui abusent des droits de l'homme dans un certain territoire, la vérité que pour y faire face, il a été établi qu'il y a une responsabilité directe.

Le Statut de Rome définit une responsabilité directe pour ce qu'est le commandement civil, établissant alors qu'ils sont les auteurs de ce type de crime, précisément ce qu'est l'autorité civile, les chefs militaires, ou ceux qui agissent effectivement en tant que tels, et ceci pour Dès qu'ils ont eu connaissance de la perpétration de ces attentats et qu'ils n'ont rien fait d'efficace pour les empêcher, c'est ce qui engendre la responsabilité pénale.

Ensuite, l'avis est considéré que la situation d'un président ou d'un ministre ou un chef de police qui sait qui commettent ces attaques, mais il n'a pas n quoi que ce soit efficace, l'œil est un peu efficace, ne suffit pas à faire une déclaration publique, un appel général, non, c'est une performance efficace et non un salut au drapeau. S'il ne le fait pas, il est dans la même situation que la personne au sol qui tire, qui attaque, qui cause la blessure, c'est une règle spéciale qui est contenue dans le Statut de Rome, et est également contenue dans une loi qui établit ces crimes dans notre législation interne, la loi chilienne, qui est la loi 20.357.

Comme je le disais il ne faut pas que Piñera a émis un ordre, a publié un décret, j'ai envoyé un *e-mail* de simplement avait connu et avait rien fait efficace, n'a pas exercé son pouvoir pour empêcher cela de se produire, et dans notre avis c'est précisément ce qui s'est passé.

Il est un peu indéniable qu'il n'était pas au courant de ce qui se passait, il a lui-même fait des déclarations telles que 'nous sommes en guerre', a déclaré son Ministre de la Justice, Larraín, à l'époque 'il y a eu des situations qui semblent être des violations des droits de l'homme'. Il ne voulait pas le reconnaître directement, mais il y a suffisamment de preuves que Piñera était au courant de ses réseaux nationaux.

Il y a des preuves concrètes sur au moins ce point, puisque l'Institut National des Droits de l'Homme a rencontré Piñera à d'innombrables occasions, des rapports lui ont été remis alors que cette situation se développait, et il avait également des rapports d'agences Comme HRW, *Amnesty International*, il y a eu aussi une visite de représentants du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, et tout cela était connu de l'État, c'est-à-dire que c'est un point indéniable, il savait parfaitement que les forces de police commettaient ces les abus.

Donc, de ce point de vue de la législation relative aux crimes menés contre l'humanité punisse, assimilée à l'autorité civile et le commandement militaire était en mesure de faire quelque chose pour empêcher que

cela continue à se produire et n'a pas, comme assimiler un auteur direct.

Maintenant, il y a d'autres éléments, et la vérité est que je ratifie ce que vous avez indiqué en ce que tout indique que le gouvernement et Piñera sont préoccupés par cette question. Et pourquoi est-ce que je le souligne, car normalement, lorsque l'autorité se réfère à ces attaques commises contre la population civile par des militaires et des policiers dans le contexte de l'épidémie sociale, ils insistent beaucoup sur le fait qu'il s'agit d'événements isolés ou qu'ils ne le sont pas une attaque systématique.

La discussion est précisément là, établissant que ces violations des droits humains étaient systématiques afin de les considérer comme des crimes contre l'humanité. Quels sont les éléments qui nous font penser que les violations des droits humains étaient de nature systématique ?

Tout d'abord, nous devons souligner quels sont les éléments qui nous sont nécessaires pour faire face à ces crimes, qui sont tout à fait uniques car j'insiste sur le fait qu'ils ne sont pas seulement considérés comme menaçant la vie, l'intégrité physique des victimes individuelles, mais également considéré que menacent certains principes qui sont universels, que ce qui se passe est que finalement attentif n contre la conscience de l'humanité.

Et dans ce domaine alors ce qui est indiqué ici, c'est que nous serions confrontés à des attaques qui sont commises par ce qui est du personnel de l'État à une population civile, cette population civile n'a pas à être définie sur la base de considérations ethniques, par exemple, ou religieux, ou appartenant à un parti politique, à un certain groupe, cela suffit par exemple et on a considéré qu'une population civile peut être un groupe de manifestants, ce qui se passe ici.

Ici, ce qui unit les gens n'est pas leur affiliation à un certain parti politique, en fait le mouvement social n'a été articulé par aucune force organisée et, par conséquent, ici ce qui a été fait a été d'attaquer une partie de la population civile qui est ces manifestants.

Et cela doit être généralisé ou systématique, généralisé, c'est quand une attaque touche de nombreuses personnes, et nous l'avons vu, ce qui s'est passé sur la *Plaza Dignidad* à de nombreuses reprises a généré des centaines de victimes en un seul acte, en un seul événement, par conséquent, il est attaque généralisée, mais devrait être généralisée ou systématique, et c'est là que le gouvernement met beaucoup l'accent, car ce qui est souligné, c'est qu'il n'y aurait pas cette attaque systématique car il n'y aurait pas de décision, pour le moins, de l'autorité policière ou du gouvernement pour mener cette attaque.



Cependant, l'attaque systématique est fondamentalement liée au fait qu'il existe un modèle de comportement, et je pense qu'ici clairement il y en a, il s'agit d'analyser comment ces événements se sont développés. Nous sommes ici confrontés à l'attaque des policiers contre les manifestants dans le cadre de l'épidémie sociale, qui s'est déroulée de manière similaire et avec des résultats équivalents, et ce malgré le fait qu'elle ait été déployée pendant plusieurs semaines et à des moments différents de notre pays. Nous avons des gens qui ont souffert mutilations œil de pellets de tir par the policiers du Chili non seulement un jour donné dans la Plaza Dignidad, nous parlons de nombreuses personnes dans tout le Chili, pendant plusieurs semaines, en différents points de notre pays.

Là, nous avons une procédure systématique et répétée à différents jours et lieux dans le pays comme vous le faites remarquer.

Bien sûr, et ici cela a également affecté un nombre considérable de personnes. Il convient de rappeler que le nombre de blessures et de mutilations oculaires subies par les manifestants à la suite du comportement de la police dans notre pays est supérieur à 460 personnes, nous parlons du fait qu'il n'y a pas de record dans l'histoire moderne de personnes ayant subi des mutilations oculaires en un tel nombre dans le cadre de toute mobilisation sociale.

En fait, pendant tout le temps que le conflit et la violation des droits de l'homme par l'Etat d'Israël en Palestine vont, moins de globes oculaires ont été exploités que pendant cette courte période au Chili. Vous avez mentionné qu'il ya des rapports d'organisations internationales telles que Human Rights Watch, comme Amnesty Internationale, comme le bureau du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme, la CIDH. Ces organisations internationales vont-elles être invitées à témoigner dans le cadre de ce procès ?

Bien sûr, ce qui se passe est que pour atteindre la Cour Pénale Internationale n'est pas un chemin facile, mais je pense qu'il est très probable que nous y arriverons étant donné la réalité du fonctionnement du système de justice pénale au Chili.

J'ai été plaignant dans de nombreuses affaires liées à des actes de corruption, dans l'affaire Penta, dans l'affaire SQM, dans l'affaire Corpesca, dont nous avons également obtenu une décision historique il y a quelques semaines.

Cependant, on peut vérifier qu'en général il existe une culture institutionnelle d'impunité au Chili en ce qui concerne les crimes graves commis par les hautes autorités et les grands hommes d'affaires, et que cela peut éventuellement s'appliquer à ces crimes contre l'humanité qui sont poursuivis dans notre pays. pays par rapport à Piñera.

Et dans ce domaine je crois qu'il y a des signes qui sont inquiétants, lorsque nous avons présenté notre plainte, les antécédents ont été envoyés au parquet, au ministère public, et à un moment donné nous avons demandé, en janvier 2019, je dirais qu'environ 100 procédures spécifiques pour pouvoir essayer de clarifier et aussi prouver cette accusation, qui va non seulement contre Piñera, mais aussi contre ses anciens ministres Gonzalo Blumel, Andrés Chadwick, et contre l'ancien directeur du Police, le général (Mario) Rozas, entre autres, et le Il est vrai que nous avons présenté cette lettre en janvier 2019 et il n'y a eu aucune réponse, positive ou négative par rapport à ces procédures, jusqu'en septembre 2019 et seulement après avoir dénoncé dans la presse le fait que cette affaire n'était pas enquêter, car cela devrait être, et je crois que c'est, la cause la plus importante dont le ministère public chilien ait jamais été responsable depuis sa création. Nous parlons d'une accusation de crimes contre l'humanité contre un président qui est également en fonction.

Eh bien, le Statut de Rome établit un organe appelé la Cour Pénale Internationale qui a compétence pour pouvoir entendre ce type de crime.

Cependant, il existe un principe appelé complémentarité, ce qui implique que la Cour n'enquête pas directement sur ce type de crime depuis le début.

Nous devons d'abord épuiser les instances au Chili ...

MD : Exactement, si au Chili, il n'est pas des poursuites pénales effectives, par exemple, de ces crimes, alors on ou peut demander à la CPI de prendre en charge de leur persécution parce que, par exemple, il y a les conditions données à l'intérieur d'un certain pays afin que ces crimes puissent être poursuivis de manière réelle et efficace.

Je pense que le Chili est très douteux, de mettre ce légèrement, nous pouvons vraiment enquêter et de poursuivre pénalement en termes Pinera efficace pour crimes contre l'humanité et ce essentiellement par cette culture de l'impunité.

Que la procédure n'a pas commencé à temps, je ne sais pas si la procédure que vous avez demandée est déjà en cours. Si ce n'est pas de mener ici dans les mois à venir, cela pourrait être un élément configuratif pour dire qu'au Chili il n'y a pas de conditions et aller vers la CPI ?

Sans aucun doute, non seulement qu'aucune procédure n'est engagée, il est peu probable que cela prenne près de neuf mois pour répondre à un plaignant avec diligence dans une affaire comme celle-ci, mais il ne suffit pas non plus de remplir des papiers de manière purement formelle, ici il faut une véritable enquête.

Cela me donne l'impression que pour différentes raisons institutionnelles qui sont enracinées dans cette culture d'impunité, qui vient malheureusement de la dictature, qui est l'un des héritages, laisser Pinochet impuni marque quelque chose, cela montre qu'une personne peut commettre le des crimes plus odieux contre la population civile et la vérité est qu'il est enfin gratuit. Et ce cercle vicieux de corruption et d'impunité qui s'est installé dans notre pays au cours des dernières décennies fait qu'il est très douteux qu'une enquête pénale efficace et effective puisse être menée.

Nous essayons de le faire ici, nous pensons qu'il y a beaucoup d'éléments qui montrent que des crimes contre l'humanité ont été commis, à mon avis c'est une évidence, ici il n'y a pas seulement une attaque généralisée, ce qui suffirait, mais il y a une attaque systématique. Outre défense est faite par Piñera et son environnement est qu'il y avait ici une politique d'État dans le but de commettre ces crimes et, par conséquent, il n'est pas nécessaire d'être accordé contre Sebastián Piñera pour crimes contre l'humanité, mais vous savez que la politique ne doivent pas être établies par un acte formel, vous n'avez pas besoin d'un *e-mail* de un dossier, rien de tout cela, cette politique peut être une politique qui a fonctionné de facto, dans la pratique par une partie des institutions chargées, par exemple, de l'ordre public, et ici il est clair qu'il y avait une politique de facto, en pratique, pour répondre de la même manière pendant plusieurs mois aux manifestations sociales qui se déroulaient au jour le jour, en différentes parties du pays, avec un système de répression qui visait clairement à blesser, punir les manifestants, réprimer les manifestations pour empêcher, dans la mesure du possible, leur répétition par peur. C'est une politique qui a été mise en œuvre dans la pratique, de facto, en fait, et à mon avis, elle est assez claire.

Maintenant, c'est un long chemin qui surmontera l'éventualité. Ce dont nous parlons aujourd'hui n'est pas un problème pour cette semaine ou la prochaine, c'est l'un des problèmes profonds qui se sont installés dans notre société, dans notre pays, mais nous ne pouvons pas laisser un espace à l'impunité, si nous laissons un espace pour l'impunité donc le signal pour l'avenir est très grave, c'est-à-dire aux personnes qui prennent en charge le gouvernement, la police ou les forces militaires, 'vous savez quoi, faites ce que vous voulez, à la fin de la journée, ils resteront impunis'. Et c'est inacceptable.

Les éléments qui font qu'il y a eu une politique de terreur de la part de l'État envers les citoyens sont innombrables. Cette plainte devant le tribunal a-t-elle été déposée, les anciens ministres de Piñera ont-ils déjà été informés, le président lui-même ? Comment les citoyens peuvent-ils faire partie de cette plainte ?

La vérité est que n'importe qui, en particulier les victimes, peut devenir partie et peut tenter cette action. Nous le présentons à un tribunal, ce sont les tribunaux qui analysent le bien-fondé des plaintes et, s'il y en a, ils le renvoient à un organe autonome appelé le ministère public, dont le seul but est d'enquêter sur les crimes et, le cas échéant, de traduire en justice aux personnes qui semblent coupables.

Cette affaire est maintenant confiée au Bureau du Procureur, le Procureur Régional de Valparaíso, et la vérité est que je n'ai pas eu de très bonnes expériences avec le Bureau du Procureur de Valparaíso, pas avec le procureur actuel mais avec le prédécesseur, qui s'appelait Pablo Gómez, qui a démantelé SQM, l'affaire dans un signe plus de la réticence à traduire en justice les personnes qui font partie de l'élite économique de notre pays pour des crimes graves.

Tellement bon que nous essayons de mener à bien cette action. Cependant, s'il n'y a pas de progrès, je crois que nous finirons dans la CPI, ce dont Piñera est terrifié dans la pratique. Pour quoi ? Parce qu'ici il a évidemment son réseau, ici je pense qu'il y a une attente de mettre fin à ce type de causes à la chilienne, avec l'appel téléphonique, la rencontre, le compromis. Pas encore dans un tribunal comme la CPI ce n'est pas possible, le réseau n'y parvient pas Piñera pour démanteler une enquête à l'extérieur du pays, et peut aussi évidemment affecter votre entreprise.

Quel délai allez-vous vous donner pour pouvoir configurer et comprendre que les conditions ne sont pas en place au Chili pour mener à bien ce procès et avancer vers la CPI?

Je ne pense que cette année, 2021. Plusieurs personnes se demandent pour combien de temps qu'ils prennent, ce qui se passe est que, malheureusement, ce genre de choses si vous voulez qu'ils ont vraiment besoin de le faire bien. J'insiste, cela va au-delà de la contingence, cela va au-delà de la situation spécifique du gouvernement de Sebastián Piñera, ce qu'il représente politiquement aujourd'hui au Chili et tout ce que son gouvernement fait, Cela transcende beaucoup plus, ce car il avancera probablement vers des points très importants lorsque Piñera ne sera plus au pouvoir, sans aucun doute.

Cependant, nous devons maintenir notre volonté : ce n'est pas une attaque contre le gouvernement Piñera, c'est une attaque contre l'impunité face aux graves atteintes aux droits de l'homme dans notre pays. Et cette situation doit prendre fin, ce qui s'est passé avec Pinochet, avec son impunité, est quelque chose qui ne peut être répété, surtout dans une situation où il n'y a pas de dictature, du moins en termes formels.

Donc, c'est ce sur quoi nous devons insister, nous sommes un groupe de personnes, je ne suis pas seul dans cela, nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout tout ce qu'il faut pour y parvenir et nous avons la pleine conviction que c'est le seul moyen afin de panser ces blessures, nous parlons de [plus de 460 familles](#).

Non seulement sont-ils victimes de mutilations oculaires, manifestement lésées par le simple fait d'exercer un droit civique qui consiste à manifester, mais nous parlons aussi de familles qui ont été touchées par ces blessures à leur fils, son fils, frère, ses proches et l'œil, nous ne voyons pas seulement la question des mutilations oculaires, nous avons aussi, la défense, nous avons mis sur pied un programme avec un groupe d'avocats représentant les victimes de l'épidémie sociale, ce que nous faisons gratuitement et que nous avons déjà beaucoup de gens qui représentent, entre autres Abel Acuña, cas emblématique d'une personne qui se trouvait sur la Plaza Dignidad, regardez très curieusement, au lendemain du fameux accord de paix et de la nouvelle constitution qui a sauvé le peau à Piñera, cet accord entre tous les secteurs politiques, le lendemain de sa mort (Acuña) sur la Plaza Dignidad, il a eu une crise cardiaque et la police l'a empêché ou l'aide, c'est choquant, ils ont attaqué le personnel du SAMU avec des plombs, l'ambulance du SAMU avec des jets d'eau, ils n'ont pas pu lui donner une réanimation en temps opportun et cela a déterminé qu'il est finalement mort, c'est-à-dire qu'il s'agit clairement d'une attaque contre la population civile par une partie de ce qui est devenu en fait une police politique, qui est les policiers du Chili, une police corrompue, 35 milliards de pesos et comptant dans une fraude des plus importantes de l'histoire, une police aussi meurtrière car quoi Il ne s'agit pas d'essayer de protéger les droits de ceux qui manifestent, tant de gens qui peuvent faire des excès ou qui peuvent commettre une sorte d'acte illégal, non, ce qu'ils font, c'est attaquer la masse avec tout et ils ne se soucient de rien.

Ils le font avec une trahison claire, avec l'intention de nuire aux gens. Un élément qui me frappe est qu'il y a un faible nombre de formalisations contre les auteurs présumés de violences contre les droits de l'homme, malgré le grand nombre de plaintes, très peu de policiers sont poursuivis. Il y a même une dissimulation de la part du gouvernement de ceux qui ont directement commis ces violations.

La vérité est que c'est un élément qui montre que les conditions ne sont pas réunies pour générer une poursuite pénale efficace et réelle concernant ces crimes qui ont été commis dans le contexte de la flambée sociale par les agents de l'État.

Il ne faut pas non plus oublier que ce que le gouvernement a fait, c'est de protéger les policiers, en essayant en permanence de garantir que rien ne leur arrivera. Ici, par exemple, il y avait un résumé du Bureau du Contrôleur concernant les généraux du haut commandement des police et ce que le Gouvernement a fait

rapidement, sans même connaître le contexte, était de dire 'cela n'a aucun fondement, c'est une attaque illicite contre les policiers' et a commencé à attaquer le Bureau du Contrôleur.

Maintenant, cela a aussi sa logique car Piñera sait que si la responsabilité pénale est enfin établie par rapport aux actions du haut commandement des police, alors évidemment sa situation devient très compliquée de sorte qu'il peut également être inculpé et finalement condamné crimes contre l'humanité, il s'est donc déployé avec tout, il a engagé comme avocat pas quelqu'un de l'UDI ou de droite, il engage Samuel Donoso comme avocat, qui était membre de la direction du *Partido por la Democracia*, qui Il était et est encore avocat pour le directeur général de la SQM dans les affaires de corruption, il est du PPD, un ami proche de Guido Girardi, de l'ensemble du PPD à ce jour, il est l'avocat de Sebastián Piñera. Alors, de quoi parle-t-il ? Cela vous dit que finalement il y a un réseau ici, cette distinction entre droite et gauche dans notre pays est très fausse, c'est une façade car ici le pouvoir est protégé parmi le pouvoir, et c'est pourquoi je vois très difficile pour le Chili d'avoir des poursuites pénales efficaces pour ce type de crime, et dans ce contexte, le problème est qu'il ne pourra pas mettre fin à cette affaire chilienne par un appel téléphonique, car s'il le fait, il court le risque de se retrouver devant un tribunal où Ils n'ont aucune influence, ils n'ont aucune possibilité de faire l'appel, d'essayer d'une manière ou d'une autre de le démanteler, un tribunal où les 2800 millions de dollars du compte courant de Sebastián Piñera vont absolument s'en foutre, dont beaucoup ils auraient également été obtenus d'une manière assez discutable pour le dire légèrement.

Donc, un spéculateur financier qui a été président d'un pays sud-américain ne va rien faire à la CPI et là il est possible d'obtenir une condamnation exemplaire et c'est la peur que Sebastián Piñera a, ce qui se passe avec cette cause, car on essaie de protéger de toutes les manières possibles.

Mais bon, on va insister pour naviguer à contre-courant, ce n'est pas arrivé et aller au CCI, on est clair là-dessus, mais on est aussi clair sur le chemin pour y arriver et on va le parcourir.

Les gens ne cessent de se demander comment ils peuvent faire partie de la plainte ...

C'est au Bureau du Procureur régional de Valparaíso.

Et que peut faire une personne, un citoyen ordinaire, pour se joindre à ce procès.

Il y a deux catégories de citoyens qui peuvent aider, la catégorie la plus importante sont celles qui ont été victimes d'attaques menées par les forces de l'ordre dans le cadre d'une épidémie sociale, les personnes qui ont des blessures, qui ont subi des mutilations, des blessures, un parent décédé, ils ont la possibilité de porter plainte contre Sebastián Piñera et le commandement des police pour crimes contre l'humanité. C'est une possibilité, ou déposer une plainte qui peut être déposée efficacement dans les bureaux du ministère public, dans n'importe quel bureau du ministère public, cela est signalé, l'autre concerne des personnes qui ne sont pas dans cette situation mais qui ont également un engagement très profond, qui est une grande partie du pays, avec ceux qui ont souffert comme victimes, je crois que le plus grand soutien qui soit est de pouvoir diffuser ce travail qui, j'insiste, n'est pas mon projet personnel, nous sommes nombreux à être impliqués dans cela.

Il y a différentes organisations, il y a la Commission Chilienne des Droits de l'Homme, l'ANEF a également déposé une plainte, le sénateur Alejandro Navarro est également derrière cela, il a présidé la Commission des Droits de l'Homme lorsque l'épidémie sociale s'est produite, vous pouvez donc également le contacter. En fait je travaille avec lui cette cause et avec un groupe d'avocats, de nombreux jeunes avocats, nous nous

engageons tous à donner de notre temps, ce n'est pas pour dire quelque chose que nous n'accusons rien car cela découle d'une condamnation de justice minimale, d'avoir un pays décent et un pays sans impunité.

Donc, je recommanderais ce aux personnes qui ont été victimes de porter plainte au procureur est le bureau ou communiquez avec le sénateur Navarro, moi aussi, *e-mails* peux trouver les en ligne, aux plaintes des fichiers et rejoindre ce et les qui, heureusement, ils n'ont pas été victimes de nous soutenir, car il est très important, ici il y a un blocus communicationnelle des groupes économiques qui gèrent les principaux médias au Chili, la presse écrite, la télévision, cela n'apparaîtra pas sur *Canal 13*, sur *Mega*, ou à la télévision nationale. Sans parler de *La Tercera* et *El Mercurio*, cela n'apparaît que dans les médias que nous essayons d'une manière ou d'une autre d'y accéder et nous remercions évidemment *El Ciudadano* d'avoir pu raconter cette partie d'une réalité brutale qui veut être cachée par de petits intérêts, alors passez le mot aussi il est très important et nous soutient dans ce que nous faisons.



Qu'arrivera-t-il aux prisonniers politiques, quel est votre pronostic ?

MD : Je prévois que beaucoup d'entre eux seront acquittés, mais après de longues périodes pendant lesquelles ils seront en détention préventive, c'est le problème, ici le gouvernement de Piñera a généré une série d'initiatives qui d'une manière que personne ne peut vraiment expliquer de manière rationnelle et décente, ils ont été accueillis par un Parlement où l'opposition est censée être majoritaire et c'est vraiment scandaleux. Tous ces efforts visent à donner plus de pouvoirs à la police et au gouvernement pour réprimer sans plus de contrôle, car finalement ce qui est recherché, à mon avis, est d'essayer de maintenir le Gouvernement de Piñera jusqu'en mars 2022, peu importe, au point de répression, et aussi rechercher

l'impunité, car il est bien connu que des crimes graves ont été commis ici et qu'à un moment donné, cela pourrait aboutir à une responsabilité pénale dans ces hautes sphères.

Dans ce contexte, ce qui est recherché, ce n'est pas la justice, ce que l'on cherche est de réprimer, et quelle forme avez-vous pour réprimer, attaquer d'abord la population civile qui démontre pour qu'elle ait peur, pour qu'elle ne revienne pas le lendemain pour manifester, le meilleur moyen est de tirer sur les gens dans les yeux, qu'ils sont mutilés à vie, de donner un signe, un exemple, pour que le reste du peuple dise 'tu sais quoi, je suis très contre Piñera mais je ne vais pas partir risquer d'être blessé ou mutilé'. C'est un objectif politique et un autre est d'essayer de baisser la barre pour pouvoir détenir des personnes et pouvoir à ce moment-là décréter des mesures de précaution de haute intensité telles que des prisons préventives, indépendamment du fait qu'il s'agit d'un processus qui peut durer plus d'un an (de sorte que) plus tard, ces personnes sont libérées, parce que vous les avez emprisonnées et qu'elles ne peuvent pas sortir pour protester. Et voilà le problème.

On a beaucoup dit qu'au Chili, il n'y avait pas de prisonniers politiques. Savez-vous ce qui rend la prison politique ? La prison devient politique non pas à cause du crime ou du fait en vertu duquel une personne est imputée, ce qui rend cette prison politique est due à la disproportionnalité, c'est l'élément politique.

Ce n'est pas un crime politique de détruire un feu de signalisation sur une place publique, mais ce qui le rend politique, c'est qu'ils laissent ces personnes en détention préventive pendant un an, ce qui est disproportionné. J'étais dans l'affaire Penta, les propriétaires de Penta ont généré des fraudes contre le Trésor, des délits fiscaux plutôt répétés, ils ont généré un réseau de corruption basé sur le financement illégal de la politique, ils ont été emprisonnés pendant 40 jours. Enfin, ils ont été condamnés à des cours d'éthique, puis 1 400 millions de pesos ont été déduits de leurs impôts pour la défense judiciaire, ce qui s'est soldé par une condamnation à leur encontre.

Pourquoi Julio Ponce Lerou vous a-t-il parlé, devenu SQM sous la dictature de son beau-père, [Augusto Pinochet](#), mais sachez qu'il est devenu milliardaire avec les Gouvernements de la Concertación, qui lui ont remis le Salar de Atacama, qui provient essentiellement de l'État l'une des propriétés minières les plus importantes au monde. C'est donc ce qui rend cette prison politique, la disproportion entre l'accusé et la mesure de précaution.

Beaucoup de ces cas quand ils seront jugés, la grande majorité finiront par être acquittés, ils sortiront dans la rue, mais ils ont été détenus en prison pendant un an ou plus, c'est inacceptable dans une démocratie formelle, c'est un peu trompeur, c'est un peu hypocrite ce qui est fait et il faut y faire face de cette manière. Nous ne devons pas jouer le jeu de ces messieurs qui disent 'non, ce n'est pas techniquement un emprisonnement politique', non, j'insiste sur le fait que ce qui rend ce politique est la disproportionnalité des mesures de précaution et nous devons essayer d'y faire face. Malheureusement, ce système est en quelque sorte collégiale afin que cela ne se produise pas.

N'avez-vous pas ressenti de la peur, d'où vient ce courage pour aller de l'avant et affronter ces épreuves ?

Ce qui me touche est fatigué de voir l'impunité si flagrante, je consacre moi – même d'ester en justice matière pénale, je suis dans tous les domaines que je suis un avocat, les procureurs, ont été partout, mais à un certain moment dans ma vie professionnelle j'ai commencé à voir quelque chose que j'ai entendu, mais que je n'avais pas vu, n'avais pas vécu, qui a à voir avec cette justice de première et de seconde classe, et la manière dont l'impunité est également garantie, les juges mourant de rire, ils vous regardent en face et rient

quand ils dictent une décision aberrante, et ils le font parce qu'ils le savent, parce que je le sais aussi, parce que j'ai plaidé d'autres affaires avec eux, et vous savez que le paramètre est différent, qu'ils font quelque chose de grossier, le l'impunité pour ceux qui commettent ces crimes, l'impunité pour ceux qui garantissent l'impunité.

Donc, qu'à un moment donné, les pneus, et beaucoup d'entre nous en ont marre, je ne suis pas un cas particulier. Une grande partie d'entre nous, les chiliens, en a assez de cela et chacun, des différents domaines que nous avons, à un certain moment de notre vie professionnelle, a dit, sachez quoi, assez, faisons quelque chose, et c'est là que nous en sommes.

Avec les causes liées au financement illégal de la politique, le problème a commencé d'abord par plusieurs menaces, envers moi-même, envers ma famille, puis des offres, évidemment je les ai envoyées à une grande partie, et immédiatement après, des attaques insidieuses et tendancieuses, des attaques de plusieurs mensonges.

J'ai enduré parce que cela ne m'importe pas, la possibilité de pouvoir en parler dans les médias est aussi une sorte de protection que j'essaie de me donner, personnellement, j'ai l'impression que si je suis un peu plus exposé il y a moins de chances que cela m'arrive quelque chose pour moi ou ma famille, mais vraiment la peur ne m'émeut pas, nous, beaucoup.

Nous allons continuer jusqu'à la fin, j'insiste, ce n'est pas une chose spécifique, ce n'est pas quelque chose qui est fonctionnel à un certain projet que j'ai actuellement ou que je développe, non, je suis clair que dans cette cause tous, les nombreuses personnes qui sont impliqués pour faire avancer les choses, nous allons passer les huit prochaines années, ou dix ans dans ce domaine, c'est un long chemin mais nous devons le faire car sinon, j'insiste, nous allons laisser un précédent d'impunité, qui pour le Chili que nous voulons est inacceptable.

Comment réformer le Pouvoir Judiciaire ?

Il faut découpler la nomination des juges du changement de pouvoir politique, il y a d'autres pays où certaines entités collégiales y sont choisies en fonction de considérations de mérite, qui sont des membres dont le mandat est plus long qu'un cycle politique, et qu'ils sont chargés de procéder à la nomination des juges et aussi de poursuivre les irrégularités qui se produisent, un organisme qui est autonome et qui ne fait pas partie du groupe de juges qui se consacrent à entendre et à juger les affaires, je pense que c'est une avance ce qu'il faut faire aujourd'hui, les membres de la Cour Suprême sont élus, entre autres, par le président de la République et une majorité au Congrès, ce qui politise directement ces nominations.

Les juges sont finalement nommés à partir d'une liste restreinte générée par le pouvoir judiciaire, l'un de ces trois noms doit être choisi par le gouvernement en place, c'est ridicule.

Dans les tribunaux, les chambres qu'ils doivent entendre, qui comptent trois membres à la Cour d'Appel et cinq membres à la Cour Suprême, peuvent être composées de personnes qui ne sont pas des juges, elles peuvent décider des personnes qui s'appellent des avocats qui sont des avocats nommés par le gouvernement en place et qui y siègent pour voter comme s'ils étaient juges.

Ainsi est un système archaïque, est du XIXe siècle, mais aujourd'hui il y a jour au XXIe siècle et a été manipulé systématiquement pour affecter l'indépendance judiciaire. Nous avons également besoin de juges de qualité, et nous avons besoin d'un système qui enquête véritablement et sanctionne les plaintes qui peuvent être déposées en rapport avec des actes de corruption, et je connais aussi de nombreuses personnes

qui sont des juges, qui sont honnêtes, mais pour avancer la carrière judiciaire doit se faire avec un sponsor au sein du pouvoir judiciaire.

Cela doit être éradiqué, ici un autonome mécanisme d'allocation est nécessaire mais qui est également fondé sur le mérite des considérations et qui est transparent, et j'espère que nous pouvons avancer dans ce qui se passe à la rédaction d'une nouvelle constitution.

Vous avez pris la décision d'être candidat à la convention constitutionnelle de Magallanes. Que souhaiteriez-vous voir se manifester dans cette nouvelle Constitution, par exemple pour un système judiciaire plus idéal ? Comment vivez-vous ce processus de réalisation de cette candidature ?

Je pense qu'il est très important de commencer à faire quelque chose de concret pour changer les règles du jeu, entre guillemets est une façon de le dire, qui régit notre société et pour cela le processus constituant est très important. Maintenant, ce processus comporte des défis, rien n'a été gagné ici, absolument rien. Nous avons pu voir, par exemple, dès le plébiscite du 25 octobre, que 80/20 le gouvernement et le Congrès de Piñera s'en sont foutus, en fait maintenant ils essaient d'approuver le TTP-11 dans le but de saboter le processus constitutif et empêcher la Convention Constitutionnelle peut affecter les intérêts des multinationales, car outre ces personnes ont déclaré que la convention doit respecter non seulement les traités internationaux sur les droits de la matière humaine mais aussi économiques.

Eh bien, c'est une opportunité de jouer pour quelque chose, c'est quelque chose de spécifique, cela dure un an et je pense qu'il est important d'être là et d'essayer de faire entendre la voix du monde indépendant.

J'ai affronté ces gens, je sais où ça fait mal, je connais parfaitement les changements qui doivent être apportés, je connais la manière dont l'impunité a été garantie sur la base des normes constitutionnelles, donc j'ai l'intention d'être une contribution basée sur un travail collectif évidemment.

Je crois que nous pouvons commencer à articuler un travail collectif pour améliorer cette situation, mais le processus constituant n'est pas un processus gagné et nous devons le combattre et je suis également dans ce combat, et c'est très important, et qu'il est lié à d'autres combats qui transcendent les choses. Comment allez-vous ? Comme ce dont nous parlons aujourd'hui est le procès de Sebastián Piñera, que nous allons passer les dix prochaines années probablement dans cet effort.

La vérité est que ça a été une bonne expérience, je pense qu'il y a beaucoup d'encouragements, d'enthousiasme, il y a aussi du scepticisme, et je le comprends, je ne suis pas une personne naïve, mais je sais que bien qu'il y ait un espace très raccourci pour réaliser ces changements, l'espace existe et nous ne pouvons pas le donner aux mêmes personnes âgées, nous devons le combattre et c'est ce que j'essaie de faire.

Le public demande : comment pouvons-nous arrêter le TPP-11 ?

Tout ce qui a été réalisé jusqu'à présent, ce sont des routes qui s'ouvrent, rien de concret encore, mais au moins les routes qui s'ouvrent, comme le processus constituant, ont été réalisées avec la mobilisation citoyenne. Ici, il n'y avait pas un groupe de personnes éclairées qui ont dit un jour 'vous savez quoi, enfin nous allons donner aux gens la possibilité d'élire les membres d'une convention constitutionnelle et d'écrire une nouvelle Constitution'.

Ils l'ont fait le 15 novembre 2019, effrayés à mort, pour eux et pour Sebastián Piñera, en fait ils l'ont sauvé, dans une opération pour sauver Piñera, et il y avait tout le spectre politique, du Frente Amplio à l'UDI.

Le problème est que l'un des problèmes est lié à l'établissement de limites pour ce qu'est la Convention Constitutionnelle, et l'une des limites a été précisément de définir que cette convention, c'est ce que ce groupe de personnes des partis a fait, ne peut pas affecter ce qui est établi dans les traités internationaux signés par le Chili, non seulement ceux des droits de l'homme mais aussi les traités économiques. Or, cela en principe n'a pas généré de problème majeur car les traités en général, économiques signés par le Chili fixent des tarifs, mais il y a un traité qui est différent, qui est le TPP-11, ce traité fixe des limites aux États à faire sa réglementation interne en termes d'affectation de la situation des multinationales qui opèrent dans les pays. Vous dites, quelle est la gravité de cela ? Les multinationales qui opèrent dans notre pays AFP, Isapres, concessionnaires de travaux publics, entre autres, alors pourquoi veulent-ils approuver rapidement le TPP-11, ils veulent approuver pour établir que le TPP-11 est un traité ratifié par le Chili avant La Convention Constitutionnelle commence, car si c'est pour éviter qu'elle puisse affecter les affaires de ces multinationales, c'est instaurer une sorte de sabotage du processus constituant.

Que pouvons-nous faire ? Faire pression sur les réseaux sociaux, élever une voix forte, de manière pacifique, démocratique, mais forte et décisive, se mobiliser est le seul moyen pour ces gens d'écouter, car regardez, on suppose qu'au Sénat il y a l'opposition, qui avait la majorité, mais le gouvernement calcule qu'il a les voix de l'ensemble du bloc de droite plus celles, entre autres, de Carolina Goic, ancien candidat présidentiel des chrétiens-démocrates, Felipe Harboe, qui est maintenant censé vouloir devenir un constituant, le vote favorable de Jorge Pizarro, ancien président de la démocratie chrétienne qui a été une fois mentionné dans l'affaire SQM, de l'ancien Ministre des Affaires Étrangères José Miguel Insulza, un sénateur socialiste, voterait en faveur de ce Lagos Weber, à un moment donné, Alejandro Guillier a voté pour, mais maintenant il tourne un peu sa veste et dit qu'il votera contre.



Pouvez-vous préciser que celui qui reste vote pour ...

C'est très important, car lorsque ces hypocrites veulent aider Piñera sans payer de frais, ils le font de manière trompeuse, ils s'abstiennent. Le problème est que dans certains votes, l'abstention s'ajoute à l'approbation et c'est ce qui va se passer maintenant, par exemple Goic s'est abstenu du projet de deuxième retrait du projet de Piñera, mais elle savait parfaitement qu'avec cette abstention elle allait rejoindre à la hâte et enfin là, le deuxième projet Piñera a été généré, qui a également fini par faire tomber le projet des parlementaires devant la Cour Constitutionnelle.

Donc vous savez, et ici je dis aux gens de m'écouter attentivement : ces sénateurs qui, lorsque le TPP-11 est mis aux voix, approuvent ou s'abstiennent, ce qu'ils font, c'est soutenir le TPP-11, l'abstention est égal à l'approuver. En fait, je dirais que c'est pire, parce que c'est hypocrite, alors soyez prudent avec ces gens. Ce que j'appelle les gens www.senado.cl, mis là que dit sénateurs, cliquent où il dit Caroline Goic, Lagos Weber, Jorge Pizarro, Felipe Harboe, José Miguel Insulza, il semble leurs *e-mails*, les tapisser des *e-mails* à savent ce que les gens veulent, donc ils savent que nous devons défendre et nous allons défendre le processus constituant.

Ils essaient de nous mettre un écran de fumée, mais c'est la chose importante, si cela est approuvé, le processus constituant sera saboté, qui a le soutien de 80% des citoyens, et ce Congrès, un Congrès qui a été répudié par 80% des gens quand on leur a demandé s'ils voulaient qu'ils participent à la rédaction d'une

Nouvelle Constitution et on leur a dit non, qu'ici ils voulaient une Convention Constitutionnelle. La seule façon d'essayer d'éviter cela est la mobilisation active, il n'y a pas d'autre moyen d'essayer de le faire.

Je comprends qu'un président a une juridiction, il ne peut pas être jugé et tout ça, mais est-ce que cela prend fin une fois le mandat de Sebastián Piñera terminé ?

Il s'épuise et aussi ces crimes contre l'humanité ne sont pas soumis à cette juridiction, la vérité est que Piñera peut faire l'objet d'une enquête aujourd'hui, en fait nous le faisons, ce qui ne peut pas être fait est de l'accuser, de l'emmener à un procès au Chili si vous avez le poste de président de la République, une fois que vous le perdez, vous perdez cet avantage, cette compétence et nous pourrions vous traduire en justice au Chili.

Mais j'insiste, je crois que d'une certaine manière ça va se monter, ils vont essayer de construire un scénario pour que ces causes n'aboutissent à rien et dans ce cas on va aller au CCI, on ne va pas se laisser gagner par la formule typique dans lequel ici au Chili les causes graves qui affectent les hautes autorités et les grandes entreprises sont éliminées.

C'est un chemin très difficile, nous ne sommes pas naïfs, nous sommes clairs aussi bien du point de vue matériel que juridique, mais nous avons travaillé dans ce scénario et nous le développons et nous l'exécuterons si nécessaire,

J'ai la regrettable conviction que dans notre pays les conditions ne sont pas réunies pour amener Piñera à un procès pénal, de sorte que les graves accusations de crimes contre l'humanité qui existent à juste titre contre lui puissent être entendues, ce qui nous permet d'aller à cet organisme international.

Que se passe-t-il si Piñera, après la fin de son mandat, décide de fuir le pays ?

Rappelez-vous que Julio Ponce Lerou n'est pas et n'a pas été président de la République, il n'a occupé aucun poste, et ce qui le protège au Chili, c'est son énorme portefeuille et le réseau qu'il a créé. Je pense qu'il est l'inverse, que le danger de Piñera est de quitter le Chili, en fait, il ne va pas beaucoup, sauf pour quelques visites qui sont fortement gardées, parce que ce qui est arrivé à Pinochet pourrait lui arriver. Il faut se rappeler qu'il a été établi, qu'il existe une sorte de juridiction internationale, que tout tribunal est compétent pour connaître de ces crimes contre l'humanité, ce qui n'est pas n'importe quel crime, ce sont des crimes qui repoussent la conscience de l'humanité et c'est pourquoi ils ont cette régime spécial.

Je pense qu'il va garde-fou en tout lieu au Chili, il a un beaucoup d'argent, la vente d'un profil environnemental entre guillemets dans votre petit groupe ABC-1, qui est aussi une grande hypocrisie si l'on analyse les projets qui ont encouragé et ils ont été approuvés sous son gouvernement qui s'attaquent à l'environnement et aux communautés environnantes, mais bon.

Nous allons le poursuivre où qu'il soit et s'il part à l'étranger, nous en avons aussi les moyens, surtout si nous parvenons à faire remonter cette cause à l'international. C'est pourquoi je pense que Piñera est une question qui l'inquiète beaucoup et, pour des raisons justifiées, nous sommes de nombreux avocats, de nombreuses personnes, de nombreuses victimes qui vont continuer jusqu'à la fin pour que justice soit faite dans cette affaire.

<https://youtu.be/WL6zHNgw3w8>

Cela peut vous intéresser ...

COVID-19 : Les pays riches accumulent des vaccins et laissent le reste du monde sans traitement

Affaire Alex Saab : les vidéos inédites qui prouvent son immunité diplomatique

Fuente: El Ciudadano